

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2018-2019

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">a. les détails de ces ententes;b. les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018: <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés ;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe:d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes concernées.
7.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
	a) le nombre d'autorisations;
	b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
	c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
	d) le montant accordé;
	e) les motifs de la demande;
	f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
	a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
	b) la grille d'évaluation des soumissions;
	c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
	d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
	e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :
	a) les noms du professionnel ou de la firme;
	b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
	c) le coût;
	d) l'échéancier;
	e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
	a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
	b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
	c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
	d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
	e) une description de son mandat;
	f) la date de début de son contrat;
	g) la date prévue de fin de son contrat;
	h) sa rémunération annuelle.
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
	a) le nom du projet;
	b) la nature du projet;
	c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
	d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
	e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
	f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
	g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.n) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
13.	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none">I. a) au Québec;II. b) à l'extérieur du Québec.
14.	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;k) le coût des frais d'itinérance;l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
15.	<ul style="list-style-type: none">a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
b)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
c)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
d)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
e)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); <ul style="list-style-type: none">- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
f)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
g)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
h)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
i)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
j)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): <ul style="list-style-type: none">- l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
k)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
l)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
m)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
n)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
o)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
p)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
q)	Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;
r)	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16.	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">i) le propriétaire de l'espace loué;j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ou les dates des travaux;b) les coûts;c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
20.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;b) la circonscription électorale;c) le montant attribué;d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;e) la date de l'assignation hors structure;f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le poste initial;b) le salaire;c) le poste actuel, s'il y a lieu;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2018-2019.
23.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2018-2019; c) par catégorie d'âge.
24.	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
25.	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.
26.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
28.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
30.	Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: <ul style="list-style-type: none">a) la liste;b) le nom de la personne;c) les mandats de chacune de ces personnes;d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;e) le résultat du travail effectué;f) les échéances prévues;g) les sommes impliquées.
31.	Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018: <ul style="list-style-type: none">a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total de demandes reçues;d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none">a) le coût (déplacements, etc.);b) le nombre de ressources affectées;c) le nombre de rencontres;d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;e) l'objet;f) les dates.
34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
37.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
38.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
39.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43.	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44.	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés.
45.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
49.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
52.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
53.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56.	Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57.	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58.	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>
59.	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none"> d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
60.	<ul style="list-style-type: none"> a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62.	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2018-2019.</p>
63.	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
64.	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
65.	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
66.	Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none">a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.
67.	Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-01

Liste des voyages hors Québec du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Objet du déplacement				Personnes rencontrées		Nom des participants	Commentaires		Total des coûts
Observateur au comité du Code National de Plomberie du Canada (CNPC) pour échanger avec les membres du comité sur les demandes de modifications de la RBQ	Ottawa - Ontario	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Membres (20) du comités du CNPHVAC		Eric Gagnier			231,77 \$
				Fraser Forsythe (Chair), Elise Chan (Vice-Chair), Armen Tasan, Jean-François Gauthier (nonvoting), Suzanne Mathews (Vice-Chair), Iris Monner.		Raynald Brousseau	50% du montant total est remboursé par CSA		1 460,17 \$
Participer à la réunion du comité technique de la norme CSA Z-276-15 «Gaz naturel liquéfié (GNL), production, stockage et manutention».	Toronto - Ontario		24 au 26 avril 2017	Le Conseil consultatif se compose d'un président, d'un vice-président et de membres qui incluent : - les commissaires des incendies de chaque province et chaque territoire; - les directeurs de la construction de chaque province et chaque territoire; - les inspecteurs en chef (électricités) municipal de chaque province et chaque territoire; - les autorités réglementaires municipales de chaque province et chaque territoire; - les autres parties intéressées telles que le CNRC, CGN, DRHC et Santé Canada et la représentation des consommateurs.		Claude Deschamps	ULC assume 100% des frais liés au déplacement, à l'hébergement et aux repas.		0,00 \$
Assister à la réunion annuelle de l'ULC Advisory Council pour lequel la RBQ est membre depuis 2015									
Rencontre du Comité permanent de la protection contre l'incendie. L'ensemble des frais sont acquittés par le Conseil national de recherches Canada (CNRC)	Ottawa - Ontario		24 au 28 avril 2017	Sifton Hyde-Clarke, CNRC		Anne Pelleter	CNRC assume la totalité des frais		0,00 \$
Recontre du Comité permanent Maisons et petits bâtiments, de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI), pour discuter des modifications prioritaires à apporter à l'édition 2020 du CNB. La CCCBPI est responsable du contenu des codes modèles nationaux. La participation du Québec à ce comité permet de faire connaître notre point de vue dès l'élaboration des codes.	Ottawa - Ontario		1 ^{er} au 3 mai 2017	Membres du Comité permanent : Notamment représentants de l'industrie, groupes intéressés, autorités compétentes et conseillers techniques du CNRC		Claire Bélanger	CNRC assume la totalité des frais		0,00 \$
27e rencontre annuelle du Comité consultatif provincial territorial des politiques sur les codes (PTPACC).	Toronto - Ontario		10 au 12 mai 2017	J. Orr (Chair), D. Browne, G. Mackinnon-Peters, C. Russell-Summers, A. Gribbon (Secretary), W. Hawkins (Vice-Chair), D. Crawford, A. Gupta, M. Principe, A. Suleman, F. Lohmann, D. Brockerville, H. Evans, J. Hutchinson, J. Rogers, B. Wood		Silvia Garcia			1 276,53 \$
Formation du personnel d'inspection conformément aux obligations à titre d'agence agréée d'inspection.	Ohio - Columbus		5 au 9 juin 2017	Membres (60) du comité Floods & Climate Change		Haspeck Michel	50 % du montant total sera remboursé par CSA		2 794,33 \$
Formation du personnel d'inspection conformément aux obligations à titre d'agence agréée d'inspection.			9 au 15 juillet 2017						2 085,10 \$
Formation du personnel d'inspection conformément aux obligations à titre d'agence agréée d'inspection.			9 au 15 juillet 2017			Tremblay Eric			2 790,54 \$
Rencontre internationale de travail sur les inondations et les changements climatiques, étudiés sous l'angle de l'élaboration d'une réglementation canadienne visant la planification de nouvelles communautés résidentielles résilientes	Ottawa - Ontario		12 au 14 juillet 2017			Brisson, Nathalie	CNRC assume la totalité des frais		0,00 \$
Réunion bi-annuelle du Comité consultatif national sur la sécurité publique (NPSAC) et rencontre du CSA-CPAC	Toronto - Ontario		6 au 9 juin 2017	D. Beesley, B. Alford, Mike Poehliman, Tricia Daykin, Phil Gothe, Vice-Chair, Clint Abbott, Derek Patterson, Cheryl Lasiek, Erin Russell, Tim Wiebe, Dennis Eastman, Jeff Dolan, Erin Padassery, Hussein Lalani, Scott Saint, David Scriven, Chair, Glenda Mackinnon-Peters, William Hawkins, Bill Scott, Doug Badry, Karim Nazarali, Dayl Hanak, Matthew Carnaghan, Paul Pierlot, Vice-Chair, Alan Barber, Tim Wiebe, Dennis Eastman, Jaysen Knight, Denise Pyke, Jeff Dolan, Anne Bermonie, Jim Boyden, Jim Young, Chair, Yves Blouin, Gary Gehring, Doug Badry, Mary Gianchetti, Chair, Doug Morton, Maria Iafano, Vice-Chair, Mark Ramlochan, Len Morrissey, Diane Thompson, Jean Rousseau, Jacqueline Jodoin, Michael Woodford, Ladan Bulookbashi, Jessica Slonka, Frank Lohmann, Petra Hudakova, Sebastian Audette, Michel Girard, Chantal Guay, Anja Jeffrey, Mikabi Walcott, Brendan McManus, Vilma Makos, Alejandro Trujillo, Varvara Chernogorskaya, Stephen Head, Emily White, Pat Bonmilla, Julianna El-Sabeh		Garcia, Silvia			1 273,38 \$
Réunion du CRCP et CACP	Charlottetown IPE		14 et 15 août 2017	Industrie, organismes de certification, représentants des provinces,		Duchesne, Yves	Remboursement total par CIPH		0,00 \$
Participer à titre de représentante d'organisme de la réglementation de la province, et ce, pour les appareils sous pressions (ACI CSA)	Regina - Saskatchewan		20 au 24 août 2017			Khsassi, Aziz	Remboursement partiel de CSA		1 657,86 \$
1er congrès mondial Woodrise 2017 - les immeubles de bois de moyenne et de grande hauteur au cœur de la ville durable et de la transition écologique - se tiendra à Bordeaux du 12 au 15 septembre.	Bordeaux - Paris		11 au 16 septembre 2017	J. Bisson, O. Bousquet, G. Beaulieu, R. Poirier, J. Paradis-Laroche, P. Blanchet, P. Gagné, T. Lhira, S. Ménard, F. Godmer, A. Povin, S. Gagnon, P. Lapointe, C. Dagenais, J. P. Martel, J. Hamel, S. Cuierrier Audclair, F. Fournier, J.-R. Larose, B. Lirette, R. Muller, F. Lagarde, S. Adnet, A. Huot, S. Gallagher, D. Smith, M-A. Roy, G. St-Jacques, S. Langevin, L. Beauchamp, déléguée générale à Paris		Garcia, Silvia	Les frais de logement, de repas et les autres dépenses sont en euros. Les autres dépenses comprennent les frais d'inscription au congrès et les déboursés pour les activités liées à la mission. Il est à noter que le MFPF assume 2500\$.		5 120,29 \$
Participer à la réunion du comité technique de la norme CAN/CSA-Z276-15 « Gaz naturel liquéfié (GNL), production stockage et manutention ».	Mississauga -Ontario		18 au 20 septembre 2017	Jason Clarke (Chair), Elise Chan (Vice-Chair) Armen Tasan, Jean-François Gauthier (nonvoting), Suzanne Mathews (Vice-Chair), Iris Monner.		Brousseau, Raynald	50 % du montant total est remboursé par CSA		1 490,92 \$
Réunion annuelle du comité CSA b127 sur la tuyauterie d'amiante ciment et Z800 sur la protection contre les inondations de sous-sol	Toronto - Ontario		20 et 21 septembre 2017	Membres du comité de la norme (22)		Gagnier, Éric	50 % du montant total est remboursé par CSA		715,49 \$

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Comité national CSA B44			D. McCall (Otis Canada, Inc.), S. Bonstein (KONE Elevators), D. Brockville (Service NL), D. Bruce (Alberta Municipal Affairs), N. Charal (Technical Safety BC), K. Cheong (AES Engineering), R. Haukeness (Technical Safety Authority of Saskatchewan), R. Isabelle (KIA Consultants Inc.), D. Laquerre (Schindler Elevator Corporation), R. Marsiglio (H. Angus & Associates Ltd), P. McClare (Nova Scotia Dept of Labour and Advanced Education), K. McGettigan (Elevator Industry Work reservation Fund), D. McLellan (Technical Standards & Safety Authority), M. Pedram (ThyssenKrupp Northern Elevator Corp), R. Scharfe (Public Works & Government Services Canada), K. Steeves (Province of New Brunswick Dept of Public Safety), B. Virk (Unitech Elevator Company), K. Brinknan (National Elevator Industry, Inc), A. Ghazanchaei (Otis Canada Inc.), A. Rehman (Schindler Elevator Corporation), M. Teyyaw (MHT Codes & Consulting Specialist), J. Virk (Unitech Elevator Company), P. Gulleison & L. Yang (CSA Group), D. Lenardis (Public Works & Government Services Canada), R. Santos (Technical Safety Authority of Saskatchewan), E. Towson (Technical Safety BC), K. Virk (Unitech Elevator Company), R. Murphy (Garaventa Lift), N. Martin (Schindler Elevator), S. Cowen (Thyssenkrup Elevator Canada), H. Gungo	Mercier, Stéphane	50 % du montant total est remboursé par CSA	1 863,53 \$
	Toronto, ON	1 au 5 octobre 2017		Lessard, Dominique		755,46 \$
	Toronto - Ontario	2 octobre 2017		Dubois, David Benabderahmane, Mohamed-Chérif		1 807,60 \$
Participation à l'atelier de travail concernant le futur de la gestion des risques pour la sécurité du public.						
Participation à l'atelier de travail concernant le futur de la gestion des risques pour la sécurité du public.						
Assister à une des réunions biennuelle du comité technique de la norme CSA B139 - Code d'installation des appareils de combustion au mazout pour lequel M. Deschamps représente la RBQ depuis 2010 à titre de membre votant	Mississauga -Ontario	3 au 4 octobre 2017	Le comité est composé de 22 membres votants et de 16 membres associés. Les membres votants sont répartis selon la matrice établie par le Conseil Canadien des Normes du Canada et dont la répartition est la suivante. 5 membres représentant un intérêt général; 7 membres représentant les producteurs et manufacturiers; 6 membres représentant les autorités réglementaires municipales, provinciales ou fédérales; et 4 membres représentant les intérêts des utilisateurs. (5)	Deschamps, Claude	50 % du montant total est remboursé par CSA	1 138,82 \$
Réunion du comité CSA Z800. Membre votant de ce comité sur la protection des inondations des sous-sols.	Mississauga -Ontario	12 et 13 octobre 2017	Membres du comité de la norme Z800 (15) et CSA B127 (5)	Gagnier, Éric	50 % du montant total est remboursé par CSA	1 163,31 \$
Réunions des comités techniques CSA B149.1 - 2 - 3	Mississauga -Ontario	6 au 10 novembre 2017	CSA B149.1: Membre du comité technique (38 membres votants) CSA B149.2: Membre du comité technique (27 membres votants) CSA B149.3: Membre du comité technique (19 membres votants)	Renaud, Jacques	50 % du montant total est remboursé par CSA	1 475,93 \$
Participer à la réunion du comité technique CSA B335 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées	Toronto - Ontario	21 au 23 novembre 2017	B. Alexander (Savaria Concord Lifts Inc), B. Jamie (BCIT), B. Dean (Alberta Municipal Affairs), D. Dave (Canwest Elevator & Lifts), D. Sean (IAC & Associates Inc.), H. Ron (EDLS Inc.), I. Jason (Department of Labour & Advanced Education), K. Tim Bruno (Independent Living Aids), M. Richard (RAM Manufacturing Ltd.), M. Robert & D. Paul (Garaventa Canada Ltd.), P. Martin (Ashford Engineering Ltd.), S. Plante (WSP Canada Group Ltd.), S. Sherif, P. McDermott & D. McLellan (TSSA), L. Ying, S. D'Addese & A. Holbeche (CSA Group) L. Danny (Public Works Government Services Canada), P. Seidel (Precision Lift Industries), J. Béliveau (Les Escaliateurs Atlas 1991 Inc), J. Kahramanoglu, J. Pockar, T. Rice, A. Cameron, B. Marshall, M. Roy, A. Pride, R.Cardinal, A. Syed, R. Marshall, B. Darrell, H. Hayne, D. Bailey, L. Daigleish, A Pape-Salmon, D. Bartel, T. Lau, Z. Morshed, A. Laroche, J. Comtois, F. Genest	Mercier, Stéphane	50 % du montant total est remboursé par CSA	1 113,42 \$
Comité permanent efficacité énergétique dans les bâtiments	Ottawa - Ontario	17 au 19 janvier 2018		Lessard, Nathalie	CNRC assume la totalité des frais	0,00 \$
						24 451,65 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-02

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Objet du déplacement : Bilan du Forum Innovation Bois tenu par le gouvernement en compagnie de représentants de l'industrie des produits forestiers et de ses principaux partenaires. Ce forum avait été tenu en octobre 2016.

- a) Itinéraire : Montréal-Rouyn-Noranda-Montréal

Date du départ/retour : 24 septembre au 26 septembre 2017

- b) Coûts : 1 510,87 \$

Frais de transport : 893,53 \$ (avion et taxi)

Allocation forfaitaire : 157,20 \$

Frais d'hébergement : 314, 64 \$

Frais de repas : 145,50 \$

L'information fournie à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Annexe à la fiche RG-03Campagnes de publicité et de sensibilisation 2017-2018 (contrats de moins de 25 000 \$)						
Campagnes de sensibilisation						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Prestation électronique de services	621 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Insertion (dans l'enveloppe de renouvellement de licence)	Tout au long de l'année	Informers les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à leur dossier
Inondations 2017	3 273 \$	JF Litho	Appel d'offre	Pochettes inondations	Printemps 2017	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2017	103 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets	Printemps 2017	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2017	401,25 \$	NumeriQea	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets	Printemps 2017	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Prestation électronique de services et augmentation du cautionnement de licence	4 337 \$	CSPQ / Postes Canada	Contrat négocié par le CSPQ	Envoi massif	2017-05-01	Informers les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour en ligne et leur fournir les numéros pour accéder au service + informer les entrepreneurs de l'augmentation du cautionnement de licence
Feuillelet Événements en plein air	81 \$	NumeriQea	Contrat gré à gré	Distribution de brochures informatives	2017-05-01	Informers les intervenants de l'existence et de la mise à jour du Guide événements en plein air, qui énonce leurs obligations lors de la tenue de tels événements
Fiches de contrôle des équipements de sécurité (piscines et plages)	68 \$	Copie Xpress	Contrat gré à gré	Distribution des fiches	Été 2017	Remettre aux propriétaires (exploitants) de piscines et de plages publiques des fiches leur permettant de contrôler leurs équipements de sécurité
Feuillelet La sécurité avant tout!	172 \$	Imprimerie Irving	Contrat gré à gré	Distribution de brochures informatives	Été 2017	Rappeler les règles de sécurité et les obligations aux propriétaires et gestionnaires de plages et de piscines publiques
Dépliant Votre sécurité et le barbecue au propane et au gaz naturel	790 \$	Groupe Audaz	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Été 2017	Sensibiliser et promouvoir auprès des citoyens les comportements sécuritaires à adopter lors de l'utilisation d'un BBQ au propane et au gaz naturel
Brochures Plan de garantie (Condo)	16 287 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informers les nouveaux acheteurs (Condo) des détails concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Obligations des détenteurs de licence 1.8. (équipements pétroliers)	654 \$	TAQ / Copie Express / Postes Canada	Contrat gré à gré	Envoi massif	2017-07-28	Rappeler les obligations aux détenteurs de licence 1.8 (équipements pétroliers)
Dépliants Évitez les bris d'infrastructures souterraines	426 \$	Imprimerie Irving	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informers et sensibiliser les entrepreneurs à éviter de briser les infrastructures souterraines
Protéger le réseau d'eau potable d'une contamination	757 \$	Siel	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informers les propriétaires sur les moyens pour protéger le réseau d'eau potable d'une contamination
Feuillelet Suivi d'une inspection	598 \$	NumeriQea	Contrat gré à gré	Remise lors d'intervention	Tout au long de l'année	Rappeler aux propriétaires et aux entrepreneurs les étapes suivant une inspection de la RBQ
Tours de refroidissement dans les arénas	360 \$	TAQ / Postes Canada	Contrat gré à gré	Envoi massif	2017-09-07	Rappeler aux propriétaires d'arénas leurs obligations en lien avec les tours de refroidissement
Guide Construction massive en bois d'au plus 12 étages (achat de clés USB)	397 \$	Promtions de la Vallée	Contrat gré à gré	Distribution de clés USB	2017-09-15	Fournir aux intervenants internationaux une version numérique du Guide Construction massive en bois d'au plus 12 étages (anglais et français)
Feuillelet sur le Guide de construction massive en bois d'au plus 12 étages (anglais)	91 \$	Copie Xpress	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	2017-09-15	Informers les intervenants internationaux présents au congrès Woodrise de Bordeaux de l'existence du guide québécois sur la construction en bois de grande hauteur.
Publication du projet de Règlement sur les installations sous pression	300 \$	TAQ / Postes Canada	Contrat gré à gré	Envoi massif	2017-10-19	Informers les intervenants de la publication du projet de Règlement ISP à la GO pour la période de commentaires.
Brochures Plan de garantie (Maison)	16 287 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informers les nouveaux acheteurs (maison) des détails concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Autocollants pour correction dans la brochure du plan de garantie	353 \$	NumeriQea	Contrat gré à gré	Insertion Brochure Plan de garantie	Tout au long de l'année	Corriger dans les brochures existantes l'adresse d'une société d'arbitrage ayant changé de coordonnées
Feuillelet Formations pour devenir entrepreneur	93 \$	Copie de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	2018-03-01	Informers les futurs entrepreneurs sur la différence entre les formations qui exemptent des examens RBQ de celles qui les préparent à ces examens
Pochettes La RBQ et vous	6 625 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Envoi à l'obtention de la licence RBQ	2018-03-15	Informers les nouveaux détenteurs de licences RBQ de leurs principales obligations et des services de la RBQ
Feuillelet Quoi faire en cas de problème avec votre entrepreneur	481 \$	Copie Xpress	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Tout au long de l'année	Informers les consommateurs sur les recours possibles lors de problèmes avec un entrepreneur (feuillelet aide-mémoire)
Brochure Construisez et rénovez selon les règles	295 \$	NumeriQea	Contrat gré à gré	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informers les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de rénovation en toute légalité (Conseils)

Congrès, Colloques et Salons						
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
MCEE - Mécanex/Climatex/Électricité/Éclairage Sommet de la Construction de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) Congrès de la Corporation officiers municipaux en bâtiment & environnement du Qc (COMBEQ)	7 126 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Kiosque et documents	26 et 27 avril 2017	Sensibiliser les intervenants en électricité, plomberie, gaz et ISP sur leur rôle; informer sur les modifications réglementaires à venir
	2 000 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Participation table ronde et plan de visibilité	28 avril 2017	Faire le point sur l'industrie de la construction et ses principaux enjeux et défis (avec CCQ et CNESST)
	2 500 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	4 au 6 mai 2017	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation et des nouveautés à venir
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	8 665 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Partenariat, kiosque et documents	20 au 23 mai 2017	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Séminaire de perfectionnement des intervenants en sécurité incendie du Québec (SPISIQ)	6 978 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Kiosque et plan de visibilité	14 au 16 septembre 2017	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Congrès de l'Association de la construction du Québec (ACQ)	5 000 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Partenariat et atelier	29 - 30 septembre 2017	Informier et sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité universelle des bâtiments
Salon habitation d'automne de Québec	6 968 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Kiosque et documents	12 au 15 octobre 2017	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	5 000 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Partenariat et atelier	20-21 octobre 2017	Sensibiliser les intervenants en électricité et informer sur les modifications réglementaires à venir
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	15 938 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Kiosques, ateliers et documents	26 octobre, 16 et 17 novembre 2017	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité universelle des bâtiments
ExpoHabitation de Montréal	10 721 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Kiosque et documents	8 au 11 février 2018	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
CSPQ - Frais d'entreposage du kiosque et matériel	880 \$					
Campagnes de publicité						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Relocalisation des bureaux régionaux (Laval et Longueuil)	3 738 \$	Interne	Contrat négocié par le CSPQ	Le Journal de Montréal	Printemps 2017	Annonce de la relocalisation du service à la clientèle de deux bureaux régionaux; Laval et Longueuil vers les bureaux de Service Québec.
Construction en bois de grande hauteur	1 500 \$	Interne	Contrat gré à gré	Magazine Voir Vert	Numéro été 2017	Promouvoir notre guide "Construction en bois d'au plus 12 étages"
Prestation électronique de services	1 300 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Répertoire des membres de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	Été 2017	Informier les entrepreneurs de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Évènement organisé par la RBQ :

Conférence de presse du 20 février 2018 à l'Assemblée nationale concernant le Projet de règlement modifiant le Code de construction visant l'accessibilité à l'intérieur des logements d'habitation.

Affiche de présentation (sur carton-mousse): 63,17\$

Évènement organisé par un professionnel ou par une firme externe :

Aucun évènement n'a été organisé par un professionnel ou par une firme externe pour cette période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-05

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Organisées par le ministère ou l'organisme :

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Organisées par une firme externe :

- Montant : 910,58 \$
Nom du fournisseur : WAQ 2017 : Le festival numérique qui vous en mettra plein la vue
But visé par la dépense : apprendre les bonnes pratiques relatives aux différentes dimensions du numérique : communication et marketing, développement, design et innovation.
- Montant : 75 \$
Nom du fournisseur : GP-Québec_formation session sensibilisation gestion projet
But visé par la dépense : développer les outils nécessaires à la gestion de projet.
- Montant : 378,25 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: optimiser la présence de la RBQ sur LinkedIn; fonctionnalité, culture et stratégie de communication.
- Montant : 795 \$
Nom du fournisseur : Technologia – Gestion du changement
But visé par la dépense : apprendre à élaborer un plan de gestion du changement, de le piloter et de diminuer la résistance

- Montant : 795 \$

Nom du fournisseur : Technologia – Articulate Storyline

But visé par la dépense: apprendre les bases du logiciel Articulate afin d’être en mesure d’exécuter le projet de la formation en électricité.

- Montant : 795 \$

Nom du fournisseur : Technologia – Rédaction web

But visé par la dépense: perfectionner les rédactions diffusées sur le Web.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-06

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Sans objet pour la RBQ.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-07

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-07_ANNEXE 1

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés				
#	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
1.	AFI expertise inc.	6 210,00 \$	Gré à gré	Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
2.	Alphinat inc.	1 680,00 \$	Option de renouvellement	Services informatiques
3.	Ass. sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I.]	3 800,00 \$	Gré à gré	Formation professionnelle
4.	Atelier des Vieilles Forges inc.	22 125,00 \$	Appel d'offres sur invitation	Services d'entreprises de publipostage/Marketing et distribution
5.	Boutiques Métiers d'art du Québec	9 000,00 \$	Gré à gré	Souvenir/Oeuvre d'art, pièce de collection et récompense
6.	Bureau Spec	9 651,00 \$	Gré à gré	Ameublement/Ameublement de maison et de bureau
7.	Cap Performance Inc	23 400,00 \$	Gré à gré	Services de rédaction/Rédaction et traduction
8.	CBCI Télécom	15 503,70 \$	Appel d'offres sur invitation	Matériel et commandes pour conférences téléphoniques et vidéoconférences/Matériel pour création et présentation d'enregistrements audio et visuels
9.	Centre de Formation Eric Langevin inc.	1 751,34 \$	Gré à gré	Électrodes ou nécessaires pour électromyographe/Matériel pour l'examen des patients et appareils de monitoring
10.	CFCPC inc.	1 250,00 \$	Gré à gré	Perfectionnement de la main-d'oeuvre - secteur public/Formation professionnelle
11.	Château Royal inc.	5 980,74 \$	Gré à gré	Repas pour emporter/Services de restauration et traiteurs
12.	CIAO Technologies inc.	20 000,00 \$	Gré à gré	Services informatiques

13.	CIRA Services médicaux inc.	1 495,00 \$	Gré à gré	Services de prévention et d'évaluation en santé des personnes /Exercice de la médecine
14.	CIRA Services médicaux inc.	1 495,00 \$	Gré à gré	Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
15.	Conseil canadien des normes	11 005,89 \$	Gré à gré	Services de planification de réunions/Services de gestion administrative
16.	Conseil national de recherches Canada	11 731,70 \$	Gré à gré	Documentation ou activités en technologie/Matériel didactique professionnel et développemental, produits, accessoires et fournitures
17.	Crop inc.	7 000,00 \$	Gré à gré	Services de sondage - échantillon de la population/Services sociaux et communautaires
18.	CSA Group	1 500,00 \$	Gré à gré	Ouvrages de référence/Supports imprimés
19.	Documens Traduction inc.	1 850,00 \$	Gré à gré	Rédaction et traduction
20.	Éditions Yvon Blais inc., Les	1 990,00 \$	Gré à gré	Documentation électronique
21.	Egyde conseils inc.	22 000,00 \$	Gré à gré	Services-conseils - technologies de l'information/Services-conseils en gestion
22.	Euromart Corporation du Canada inc.	2 235,16 \$	Gré à gré	Services d'aménagement de bureau - gestion de parc mobilier
23.	Formation Qualitemps inc.	2 665,00 \$	Gré à gré	Formation professionnelle

24.	Forum des secrétaires généraux des organismes du gouv. du Québec	1 000,00 \$	Gré à gré	Cotisation à des organisations, associations et mouvements civiques/Organisations, associations et mouvements civiques
25.	Fusium Solutions	8 137,74 \$	Gré à gré	Services de transport routier régional ou national/Transport de courrier et de marchandises
26.	GRICS	1 175,00 \$	Gré à gré	Maintenance et soutien pour logiciels/Services informatiques
27.	Groupe Tecnic [2000] inc.	4 158,00 \$	Gré à gré	Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
28.	IBM Canada limitée	4 572,00 \$	Gré à gré	Services en technologie de l'information/Services informatiques
29.	Imprimerie J.F. Litho	3 272,75 \$	Gré à gré	Impression de publications/Services de reprographie
30.	Joseph Clermont inc.	1 496,00 \$	Gré à gré	Impression/Services de reprographie
31.	Kronos Canada inc.	8 455,44 \$	Gré à gré	Programmeurs informatiques/Services informatiques
32.	Lafrenière, Isabelle	4 000,00 \$	Gré à gré	Formation au travail/Perfectionnement de la main-d'oeuvre/Formation professionnelle
33.	Logiciel HMS Software	5 500,00 \$	Gré à gré	Logiciel de gestion des licences d'utilisation/Logiciels

34.	Logiciel HMS Software	5 500,00 \$	Gré à gré	Logiciel de gestion des licences d'utilisation/Logiciels
35.	Médias Transcontinental S.E.N.C.	1 500,00 \$	Gré à gré	Publicité dans les magazines/Publicité
36.	Médias Transcontinental S.E.N.C.	1 385,00 \$	Gré à gré	Services de perfectionnement professionnel/Services sociaux et communautaires
37.	Monette express [Québec]	3 813,25 \$	Gré à gré	Services de déménagement/Transport de courrier et de la marchandise
38.	National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors	1 600,00 \$	Gré à gré	Formation ou perfectionnement de la main-d'oeuvre/Services de ressources humaines
39.	National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors	2 570,00 \$	Gré à gré	Cotisation à des organisations, associations et mouvements civiques/Organisations, associations et mouvements civiques
40.	Numériqca inc.	2 176,00 \$	Appel d'offres sur invitation	Impression/Services de reprographie
41.	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 499,00 \$	Gré à gré	Perfectionnement de la main-d'oeuvre - secteur public/Formation professionnelle
42.	Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	1 626,01 \$	Gré à gré	Appareil judiciaire/Services de sécurité publique
43.	Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	1 181,58 \$	Gré à gré	Appareil judiciaire/Services de sécurité publique
44.	PMI-Montréal inc.	1 365,00 \$	Gré à gré	Formation professionnelle
45.	PMI-Montréal inc.	1 050,00 \$	Gré à gré	Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement

46.	PMI-Montréal inc.	1 075,00 \$	Gré à gré	Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
47.	Pyrénées, Les (9294-6698 Québec inc.)	2 438,53 \$	Gré à gré	Services de traiteurs/Services de restauration et traiteurs
48.	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	5 000,00 \$	Gré à gré	Services financiers et d'administration publique
49.	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	12 000,00 \$	Gré à gré	Services financiers et d'administration publique
50.	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	3 500,00 \$	Gré à gré	Formation ou perfectionnement de la main-d'oeuvre/Services de ressources humaines
51.	Réseau de transport métropolitain	16 200,00 \$	Gré à gré	Services de transport routier régional ou national/Transport de courrier et de marchandises
52.	Rodimax inc.	9 720,00 \$	Gré à gré	Droits de stationnement/Transport de passagers
53.	S.I.R.C.O.	1 874,78 \$	Gré à gré	Services de ressources humaines
54.	Sandman Hôtel Montréal Longueuil	3 487,67 \$	Gré à gré	Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
55.	Société en Commandite Hotel Place d'Youville (Marriott Courtyard Québec)	1 999,90 \$	Gré à gré	Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
56.	Société Plan de Vol inc.	4 260,00 \$	Gré à gré	Services informatiques
57.	SPEX.Ca	2 591,00 \$	Gré à gré	Manuels d'opération ou d'instructions/Supports imprimés

58.	Sténofac inc.	1 871,60 \$	Gré à gré	Services de transcription/Rédaction et traduction
59.	Teknion Roy & Breton inc.	14 971,95 \$	Gré à gré	Bureaux/Ameublement de bureau
60.	Telus Communications inc.	12 863,00 \$	Gré à gré	Analyse de la sécurité ou des risques/Technologies de fabrication
61.	Turner, Sylvain	20 250,00 \$	Gré à gré	Services de traduction/Rédaction et traduction
62.	Uniglobe le centre de voyages Dorval inc.	1 037,98 \$	Gré à gré	Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
63.	Voyage Globalia inc.	1 214,61 \$	Gré à gré	Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
64.	Wolters Kluwer Québec Itée	1 407,00 \$	Gré à gré	Supports imprimés

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Aucun contrat octroyé par la Régie du bâtiment du Québec n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions ;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

a) Liste des soumissions

Nom de l'adjudicataire	Montant de la soumission
R3D Conseil inc. (1 ^{er} rang)	2 875 645 \$
Transition services conseils inc. (2 ^e rang)	
Raymond Chabot Grant Thornton Cie S.E.N.C.R.L.	78 800 \$
Necando Solutions inc.	117 160 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017- 2018:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le. montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous- traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au ministère du Travail, de l'Emploi, et de la Solidarité sociale (MTESS) et au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance, qui sont effectuées par le personnel de la RBQ. L'objectif est de bénéficier d'économie d'échelle sur les services offerts par le MTESS et le CSPQ aux plusieurs ministères et organismes qu'ils desservent.

En ce qui concerne le logiciel libre, c'est le MTESS et le CSPQ qui évalue la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Les informations sur les projets de développement informatique dont la réalisation est confiée au MTESS figurent dans le tableau de la page suivante.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Nom du projet	Nature du projet	Dépenses estimés 2017-2018 (au 28 février 2018)	Pourcentage de réalisation	Statut	Utilisation des logiciels libres
Intégration des adresses de correspondance	Permettre l'intégration d'une adresse de correspondance au dossier de l'entrepreneur	12 144 \$	100%	Terminé	Note 1
ITRE - Phase 2	Intégration des caractéristiques des appareils et gestion automatisée des déclarations annuelles	3 479 \$	100%	Terminé	Note 1
Système d'information pour les enquêtes	Programme composé de quatre (4) projets ayant pour objectif de doter la RBQ de systèmes permettant la gestion du renseignement, des enquêtes et des poursuites.	594 008 \$	N/A	En cours	Note 2
Système de soutien aux activités d'inspection	Développement d'une solution permettant de moderniser le système de soutien aux interventions d'inspection	318 400 \$	N/A	En cours	Note 3
Adresse non-structurée	Le projet vise à permettre d'associer une adresse de type "Adresse supplémentaire" à un site sans adresse, tel un poteau électrique ou un bris de canalisation au centre d'une rue.	109 417 \$	81%	En cours	Note 1
Améliorer système pour intégrer les recommandations de la Commission Charbonneau	Le projet vise la mise en œuvre des éléments TI provenant du projet de loi 162.	49 646 \$	87%	En cours	Note 1
Remplacer Biztalk 2006 et Windows Server 2003 pour désuétude	Développer une solution qui permettra le remplacement de l'application Biztalk 2006	700 \$	7%	En cours	Note 4

Note 1 : Le système mission de la RBQ est basé sur le progiciel Oracle Siebel. Ces projets font partie de la stratégie de modernisation des systèmes applicatifs de la RBQ.

Note 2 : La préparation des dossiers d'affaires composant le programme sont en cours et une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 6,3 M\$ et un délai de réalisation de trois ans.

Note 3 : La préparation du dossier d'affaires composant le projet est en cours.

Note 4 : L'objectif du projet est de se libérer des licences Biztalk 2006 et de Windows serveur 2003, à l'aide d'un développement maison.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-13

<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <p>a) la photocopie;</p> <p>b) le mobilier de bureau;</p> <p>c) l'ameublement;</p> <p>d) la décoration et l'embellissement;</p> <p>e) le distributeur d'eau de source;</p> <p>f) le remboursement des frais de transport;</p> <p>g) le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>h) le remboursement des frais de repas;</p> <p>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I a) au Québec</p> <p>II b) à l'extérieur du Québec</p>
--

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018	
Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction	
Dépenses	1^{er} avril 2017 au 28 février 2018
a) la photocopie	9 218,67 \$
b) le mobilier de bureau	0 \$
c) l'ameublement - divers mobiliers pour la RBQ	0 \$
d) décoration et embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	23 381,21 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	13 292,79 \$
h) le remboursement des frais de repas	19 169,46 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
• au Québec	0,00 \$
• à l'extérieur du Québec :	7 661,55 \$

--	--

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Pour l'ensemble du personnel de la RBQ :

	Nombre	Coût des contrats (mensuel)
Cellulaires et téléphones intelligents	360	27,90 \$ ou 33,90 \$
Tablettes électroniques	26	18,70 \$
Téléavertisseurs	0	Sans objet

Note :

- d) Coût d'acquisition des appareils (téléphones et tablettes) : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat, ou à prix réduit, et les acquisitions se faisant de façon décentralisée, il n'y a pas de compilation au niveau organisationnel.
- e) Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les ministères et organismes.
- g) Les fournisseurs de lignes téléphoniques sont Rogers et Telus.
- i) Les coûts de téléphonie liés aux ordinateurs portables sont de 0,00 \$.
- k) Les frais d'itinérances ne sont pas inclus dans les frais mensuels et sont tarifés selon le contrat des services cellulaires 2015-2025 conclu par le CSPQ et les fournisseurs de service
- l) Il y a peu ou pas de coût de résiliation à la RBQ, car on évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ de l'employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 25**). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2015, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

a-b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les données présentées sont celles de l'année 2017-2018. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 28 février 2018**, soit 453 employés réguliers pour 2017-2018.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 28 février 2018)

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	19	4,2	17	3,8	36	7,9
Total	19	4,2	17	3,8	36	7,9

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	1,1	14	3,1	19	4,2
35 ans et plus	60	13,2	51	11,3	111	24,5
Total	65	14,3	65	14,3	130	28,7

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	8	1,8	28	6,2	36	7,9
35 ans et plus	141	31,1	110	24,3	251	55,4
Total	149	32,9	138	30,5	287	63,4

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	13	2,9	42	9,3	55	12,1
35 ans et plus	220	48,6	178	39,3	398	87,9
Total	233	51,4	220	48,6	453	100,0

Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge
 (données au 28 février 2018)

Personnel d’encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	4
Total	0	0	0	4

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	3
35 ans et plus	4	0	0	20
TOTAL	4	0	0	23

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	1	0	0	6
35 ans et plus	4	3	1	91
Total	5	3	1	97

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	1	0,2	0	0,0	0	0,0	9	2,0
35 ans et plus	8	1,8	3	0,7	1	0,2	115	25,4
Total	9	2,0	3	0,7	1	0,2	124	27,4

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c) d) e) f) et g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 16 mars 2018)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

Catégories	2017-2018
Personnel d'encadrement	480,0
Professionnels	1 513,0
Fonctionnaires	5 907,0
Total	7 900,0

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 28 février 2018) ¹

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	11	12	5	8
Professionnels	36	56	22	20
Fonctionnaires	163	106	33	17
Total	210	174	60	45

¹ Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels à la RBQ, est de 489.

e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL (données au 28 février 2018)

Catégories	2017-2018 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre total d'heures compensées	Total
Professionnels	1 369,73	178,08	1 547,81
Fonctionnaires	4 723,47	1 685,20	6 408,67
Total	6 093,20	1 863,28	7 956,48

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 16 mars 2018)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégories	2017-2018
Personnel d'encadrement	838,5
Professionnels	2 436,5
Fonctionnaires	5 826,5
Total	9 101,5

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 28 février 2018)¹

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	21	15	0	0
Professionnels	84	45	4	1
Fonctionnaires	218	101	0	0
Total	323	161	4	1

¹ Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels à la RBQ, est de 489.

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIÈRES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Régions administratives	2017-2018 (au 28 février 2018)				
	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total
01 Bas- Saint-Laurent		1	6	1	8
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			7	1	8
03 Capitale-Nationale	15	52	43	11	121
04 Mauricie		1	4	2	7
05 Estrie		1	5		6
06 Montréal	16	71	68	47	202
07 Outaouais		1	6		7

08 Abitibi-Témiscamingue			1	1	2
13 Laval	2	2	44	6	54
16 Montérégie	3	1	29	5	38
Total	36	130	213	74	453

k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITE)

Année	Catégories d'emploi	Total
2017-2018 (au 28 février 2018)	Professionnel	26

l) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Année	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2017-2018 (au 28 février 2018)	0	1	1	2

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGION) :

Se référer à la réponse de RG15 j).

Depuis le 1^{er} avril 2016, la cible d'effectif attribuée aux ministères et organismes est en heures rémunérées (le concept d'ETC total autorisé n'existe plus) et le calcul est effectué différemment, incluant entre autres les heures supplémentaires rémunérées.

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉS PAR RAISONS DU DÉPART :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS, VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI :

Aucun poste n'a été aboli à la RBQ en 2017-2018 (au 28 février 2018).

r) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite 2017-2018

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

La Régie du bâtiment du Québec dénombre 6 départs à la retraite au 28 février 2018 pour 2017-2018.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraites qui seront versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, la Régie du bâtiment du Québec a engagé 2 retraités de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel.

La Régie du bâtiment du Québec n'a octroyé aucun contrat de services professionnels à un retraité de la fonction publique.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; ·
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les· revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Les informations demandées sur les baux sont fournies en annexe à la présente fiche.

Concernant l'item g) :

OBJET	COÛT
Installation de 4 bornes rechargeables électriques au 900, Boulevard René-Lévesque Est, Québec QC G1R 2B5	18 277 \$
Réaménagement des locaux à la Direction des services à la clientèle au 545, Boulevard Crémazie E. 4 ^e Montréal, Québec, QC H2M 2V2	100 712 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Annexe à la fiche RG-17 :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes

Objet	Propriétaire	Coût (par mois)	Surface	Durée du bail
Location - bureau 170, rue de l’Hôtel-de- Ville, bureau 120 Gatineau	SQI	6 975 \$	359 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 3885, boul. Harvey, 4 ^{ème} étage, Saguenay	4423631 Canada inc *	5 122 \$	410 m ²	1995-06-01 2020-12-31
Location - bureau 1800, boul. le Corbusier, 1 ^{er} étage, Laval	9118-9308 Québec inc *	14 283 \$	1 164 m ²	2000-05-01 2022-04-30**
Location - bureau 201, place Charles-Lemoyne, bureau 3.10 Longueuil	SQI	9 740 \$	932 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 545, boul. Crémazie Est Montréal	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) *	126 372 \$	4213 m ²	1993-05-01 2023-04-30
Location - bureau / entrepôt 800, place d’Youville, Québec	Édifice D’Youville inc *	71 003 \$	3317 m ²	2004-11-01 2021-10-31
Location – entrepôt 1665 Boulevard Wilfrid- Hamel, Québec	SQI	199 \$	35 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 337, rue Moreault, 1 ^{er} étage, Rimouski	SQI	4 649 \$	406 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 180, boul Rideau Rouyn-Noranda	SQI	2 572 \$	160 m ²	2016-02-01 2021-01-31
Location - bureau 456, avenue Arnaud Sept-Îles	Société de l’assurance automobile du Québec *	127 \$	9 m ²	2008-03-01 2018-02-28**
Location – bureau 200, rue Belvédère Nord, bureau 4.10 Sherbrooke	2423-5632 Québec inc *	8 104 \$	473 m ²	1989-07-15 2019-07-14
Location – bureau 100, rue Laviolette, bureau 115 Trois-Rivières	SQI	6 420 \$	563 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location – bureau 35 rue de Port-Royal Montréal	Rodimax *	27 379 \$	1 432 m ²	2011-02-01 2021-01-31

* Aucun bail n’a été signé directement entre la RBQ et les propriétaires de ces édifices. La SQI agissant en tant qu’intermédiaire.

**À compter du 1er mars 2018, le bureau et l’ordinateur sont relocalisés et disponibles, au besoin, dans les bureaux de Service Québec sans frais de loyer.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du. déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Dépenses d'aménagement au 800, Place D'Youville, 16^e étage à Québec, pour un montant de 14 971,95 \$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; ·
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Aucune personne de la RBQ n'était dans cette situation.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Aucun poste n'a été aboli à la RBQ pendant cette période.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Voir la réponse donnée à la sous-question j) de la question RG-15.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Aucune personne de la RBQ n'était dans cette situation.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

<u>Du 1er avril 2017 au 28 février 2018</u>	
Fournisseurs / Nature du service	Coûts
Éditions juridiques FD (abonnement procédure pénale annotée)	125,00 \$
CNRC (CNEB 15- 2 accès)	210,00 \$
Éditions Yvon Blais (la Référence)	1 990,00 \$
Éditions Yvon Blais (mises à jour de l'ouvrage : Accès à l'info loi annotée)	424,20 \$
SOQUIJ (Azimut et plumitifs)	5 879,91 \$
SOQUIJ (L'Express)	725,00 \$
Publications du Québec (Légisquebec)	70,00 \$
Wilson Lafleur (renouvellement de l'abonnement aux ouvrages : La société par actions au QC, le Code de procédure civile et le Code criminel, la Corporation sans but lucratif et le Code civil du Québec)	980,00 \$
Wolters Kluwer (renouvellement de l'abonnement annuel de l'ouvrage : Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale)	1 407,00 \$
Protégez-vous	84,95 \$
Courrier parlementaire (information journalistique de l'Assemblée nationale)	2 000,00 \$
Revue de presse par ADN5 Média (avril/septembre)	6 255,00 \$
Revue de presse par Influence communication - DEMO	6 241,14 \$
Droits d'auteur – revue de presse électronique - Influence communication - DEMO	429,81 \$
Droits d'auteur payés au CSPQ (40 personnes) pour la revue de presse	11 723,60 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Aucune somme n'a été déboursée par la RBQ à cet effet pendant la période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Registre des détenteurs de licence

<http://www.rpe.rbq.gouv.qc.ca>

- a) **Le nom du site Web** : Registre des détenteurs de licence.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2017-2018.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ et le MTESS.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** (en spécifiant combien le site a été refait et les raisons du changement) : Aucun
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Les données du site sont rafraîchies quotidiennement.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : Régie du bâtiment du Québec.

Microsite sur le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neuf

<http://www.garantie.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2017-2018.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : Inclus dans l'entente globale avec CSPQ et MTESS.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Selon les commentaires des internautes ou les changements à la réglementation.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : Alphinat, David Rancourt et Traduction Langue d'Oc.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2017-2018.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **Hébergement** : 120\$ par mois.
 - **Entretien** : Aucuns frais.
 - **Mise à jour** : Aucuns frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Selon les changements à la réglementation du chapitre bâtiment du Code de sécurité.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Site Web de la Régie du bâtiment du Québec

www.rbq.gouv.qc.ca

- a) **Le nom du site Web** : Site Web de la Régie du bâtiment du Québec.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : la conception a été effectuée en 2011.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2017-2018.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **hébergement** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
 - **entretien** : Inclus dans l'entente globale avec le MTESS.
 - **mise à jour** : aucun pour 2017-2018. L'équipe Web s'est concentrée sur la refonte Intranet. De plus, les mises à jour réalisées ont été incluses dans le budget d'entretien.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : les mises à jour de contenu sont quotidiennes. Les mises à jour technologiques sont effectuées au besoin.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-30

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir la réponse à la question RG-07.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-31

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2017-2018 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-33

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018:

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-36

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2017-2018 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Aucune somme n'a été reçue par la RBQ en provenance du gouvernement fédéral.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018					
Bonis pour rendement exceptionnel accordés	Catégorie d'emplois				Total
	Cadres	Fonctionnaires	Avocats	Professionnels	
Montant total accordé	-	1 707,64 \$	-	30 078,57 \$	31 786,21 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. ·

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée par la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre à la RBQ qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-44

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Liste des comités formés par la RBQ et actifs en 2017-2018 (du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comités de travail dans le cadre du projet de règlement sur les installations sous pression	Projet de règlement sur les installations sous pression qui remplace le Règlement sur les appareils sous pression et permet le passage du domaine des appareils sous pression sous la Loi sur le bâtiment. Ce projet vise, entre autres, l’harmonisation des exigences dans ce domaine avec la réglementation des autres provinces et territoires du Canada, l’adoption et la mise à jour des normes et codes de références ainsi que la responsabilisation des intervenants.	Il s’agit de plusieurs comités regroupant les différents intervenants selon leur secteur d’intervention respectif : divers représentants de la clientèle des installations sous pression (ISP) (fabricants, réparateurs, installateurs, compagnie d’assurances et d’inspection), corporation (Corporation des entreprises de traitement de l’air et du froid, Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) et organismes gouvernementaux (Emploi Québec).
Comité partenariat SIM/RBQ	Établir des plans d’action conjoints en lien avec certains enjeux; Discuter des problématiques et enjeux touchant la sécurité des bâtiments et des installations techniques. De plus, assurer un suivi pour les villes liées (adoption du Chapitre Bâtiment du Code de sécurité (CBCS)); Assurer une cohabitation harmonieuse et un soutien dans la prise en charge des plaintes par le SIM en partageant les modes de fonctionnement et expériences de dossiers particuliers.	RBQ, Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).
Comité Cadre de référence intervention pipelines (Comité CRIP)	Élaboration d’un document «Cadre de référence pour la gestion de l’intervention en cas d’incident majeur impliquant un pipeline ». Ceci, afin de faciliter la coordination et la gestion des conséquences d’un déversement majeur d’hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d’un pipeline au Québec.	<ul style="list-style-type: none">• Ministère de la Sécurité publique;• Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;• Ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles;• Office national de l’Énergie;• Sécurité publique Canada;• Municipalité de Terrebonne
Comité en Efficacité énergétique	Préparation de la nouvelle réglementation en efficacité énergétique applicable à tous les bâtiments qui ne sont pas couverts par la partie du Code de construction du Québec Chapitre 1 Bâtiment, et Code national du bâtiment, Canada 2010 (modifié)	<ul style="list-style-type: none">• Transition Énergétique Québec (TEQ) du ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles.
Comité RBQ/MCC	Trouver des solutions pour la sécurité des bâtiments patrimoniaux en respectant les enjeux patrimoniaux	<ul style="list-style-type: none">• Ministère de la Culture et communications (MCC)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité directeur RBQ/OPHQ	Déterminer les enjeux en accessibilité	<ul style="list-style-type: none"> Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
Comité consultatif en équipement pétrolier	Le mandat du comité est de formuler des <i>recommandations</i> à la RBQ pour faire évoluer la réglementation en équipements pétroliers en tenant compte des meilleures pratiques, des changements technologiques et des mises à jour des normes de référence dans une perspective amélioration de la qualité des travaux de construction et la sécurité du public.	<ul style="list-style-type: none"> MDDELCC : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; MSP : Ministère de la Sécurité publique; MRN : Ministère des Ressources naturelles; CMMTQ : Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec; AQUIP : Association québécoise des indépendants du pétrole; RIM : Regroupement de l'industrie du mazout; OIQ : Ordre des ingénieurs du Québec; ACC : Association canadienne des carburants; AICQ : Association des ingénieurs-conseils du Québec; AEPQ : Association des entrepreneurs pétroliers du Québec; ACSIQ : Association des chefs de service d'incendie du Québec; OTPQ : Ordre des technologues professionnels du Québec; CPEQ : Conseil patronal de l'environnement du Québec; SHQ : Société d'habitation du Québec; AMQ : Association minière du Québec; VR : Représente les vérificateurs reconnus;

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif provincial sur l'électricité	Conseiller la RBQ sur le contenu de la réglementation à adopter.	<ul style="list-style-type: none"> • CSA International; • Hydro – Québec; • Association des manufacturiers d'équipements électriques et électroniques du Canada (EEMAC); • Électro – Fédération; • Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité (AIIIE); • Commission des normes et de la santé et de la sécurité du Travail du Québec (CNESST); • Ordre des Ingénieurs du Québec (OIQ); • Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ); • Ordre des technologues professionnels du Québec (OTPQ); • Association des manufacturiers d'équipements électriques et électroniques du Canada (EEMAC); • ITS Services d'essais Intertek AN Ltée, Association des constructeurs – propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec (ACPÉÉE); • Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC).
Comité consultatif provincial en plomberie	Le comité consultatif provincial en plomberie se veut un lieu privilégié pour la consultation, la concertation et la collaboration avec ses partenaires et l'industrie concernée par la qualité et la sécurité dans ce domaine. Il est principalement actif lors de l'adoption d'une nouvelle édition du chapitre III, Plomberie du code de construction du Québec.	<ul style="list-style-type: none"> • American Society Of Plumbing Engineers (ASPE); • Association de la construction du Québec (ACQ); • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); • Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ); • Ordre des technologues professionnels du Québec • Institut canadien de plomberie et chauffage (ICPC); • Ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT); • Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC); • Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); • Société d'habitation du Québec (SHQ); • Ville de Montréal; • École des métiers de la construction de Montréal.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité permanent du code de construction — CNB 2015 modifié Québec	Présenter un projet de règlement au gouvernement en vue de recommander l’adoption de la nouvelle édition du code national du bâtiment 2015 et autres modifications répondant aux priorités et besoins du Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Commission des normes et de la santé et de la sécurité du Travail du Québec (CNESST); • Ministère de la Sécurité publique (MSP); • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); • Société d’habitation du Québec (SHQ); • Société québécoise des infrastructures (SQI) • Ville de Montréal; • Ville de Québec; • AAPPQ (association des architectes en pratique privée du Québec); • ACAI (Association canadienne d’alarme incendie); • Association provinciale des constructeurs d’habitations du Québec (APCHQ); • Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC). • ACNBSIQ (Association des conseillers en normes du bâtiment et de la sécurité incendie du Québec); • APSIQ (Association des professionnels en sécurité Incendie du Québec); • CORPIQ (Corporation des propriétaires immobiliers du Québec); • RGCC (Regroupement copropriétaires et gestionnaires de copropriétés); • GCR (Garantie Construction Résidentielle);

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif permanent pour l’accessibilité et la sécurité des bâtiments aux personnes handicapées.	Consultations sur enjeux en accessibilité et les travaux de la RBQ pour améliorer les exigences en accessibilité.	<p>MILIEU ASSOCIATIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l’intégration des personnes handicapées (AQRIPH); • Association des chefs de service incendie du Québec (ACSIQ); • Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR); • Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN); • Kéroul; • Société Logique; • Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). <p>INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Association des propriétaires d’appartements du Grand Montréal (APAGM); • Association des propriétaires du Québec (APQ); • Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ); • Association provinciale des constructeurs d’habitations du Québec (APCHQ); • Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ); • Ordre des architectes du Québec (OAQ). <p>MINISTÈRES ET ORGANISMES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fédération québécoise des municipalités (FQM); • Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire (MAMOT); • Ministère de la Famille (Secrétariat aux Aînés) (MFA); • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); • Ministère de la Sécurité publique (MSP); • Société d’habitation du Québec (SHQ); • Société québécoise des infrastructures (SQI) • Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale (CIRRIS).

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Sous-groupe de travail ventilation découlant du comité permanent du code de construction	<p>Valider que les exigences du Code permettent d’assurer une ventilation performante capable de répondre aux besoins des occupants tout en atteignant les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer une bonne qualité d’air à l’intérieur de chaque logement pour une meilleure santé de ses occupants; S’assurer de la qualité de l’air extérieur et de sa distribution à l’intérieur de chaque logement; Éviter la dépressurisation du logement pour diminuer la migration par infiltration de l’humidité et des divers contaminants; Contrôler l’humidité de l’air pour éviter de compromettre la structure du bâtiment par la prolifération des moisissures; Prévoir un minimum de contrôle sur certains paramètres ayant un impact important sur la qualité de l’air : température, humidité, l’extraction de l’air et sa compensation; Assurer la cohérence avec toutes les autres exigences du code pour maintenir le même niveau de sécurité, de santé et de protection incendie; Assurer la cohésion avec les exigences d’efficacité énergétique et de leur rehaussement; S’assurer que l’industrie possède les moyens pour répondre aux critères du code concernant la mise en place d’un tel système. 	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Société d’habitation du Québec (SHQ); OMHM (Office municipal d’habitation Montréal); ACNBSIQ (Association des conseillers en normes du bâtiment et de la sécurité incendie du Québec); RGCC (Regroupement copropriétaires et gestionnaires de copropriétés); CORPIQ (Corporation des propriétaires immobiliers du Québec); GCR (Garantie Construction Résidentielle); INSPQ (Institut national de santé publique du Québec); TEQ (Transition Énergétique Québec); CMMTQ (Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec); CETAF (Corporation des entreprises de traitement de l’air et du froid).
Comité aviseur sur la construction en bois	<p>Proposer et voir à l’évolution de la réglementation en matière de conception, de construction, de sécurité des bâtiments et des infrastructures en bois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ACSIQ (Association des chefs de service d’incendie du Québec); CECObois; FPInnovations; MFFP (ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs); OAQ (Ordre des architectes du Québec); OIQ (Ordre des ingénieurs du Québec); Commission des normes et de la santé et de la sécurité du Travail du Québec (CNESST); Société d’habitation du Québec (SHQ); Société québécoise des infrastructures (SQI) Ville de Montréal Ville de Québec,

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-46

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-48

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-50

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2017-2018 seulement.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-51

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2017-2018 seulement.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-52

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-53

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-56

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-58

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant:

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Du 1er avril 2017 au 28 février 2018

Aucun contrat octroyé par la RBQ n'a fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisé directement par le dirigeant de l'organisme, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-59

1.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :
a)	la dépense totale (opération et capital);
b)	les grands dossiers en cours;
c)	le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d)	préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI
e)	le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Sommairement, la dépense totale du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 se détaille comme suit :

Objets de coûts	Type	Montant
Acquisitions matérielles et logicielles et services informatiques	Fonctionnement	235 702 \$
Acquisitions matérielles et logicielles	Capitalisable	0 \$
CSPQ – Infrastructure, entretien et exploitation	Fonctionnement	2 918 696 \$
CSPQ - Télécommunication	Fonctionnement	192 312 \$
MTESS – Entretien, exploitation et améliorations	Fonctionnement	1 808 753 \$
MERN – Hébergement et entretien de système	Fonctionnement	106 094 \$
R3D - Amélioration	Fonctionnement	50 932 \$
Réalisation des projets (coûts internes et externes) ¹	Capitalisable *	1 087 794 \$
Réalisation des études et projets (Coûts internes et externes) ¹	Fonctionnement	210 903 \$

¹ Les factures du MTESS n’ayant pas été reçues pour la période, la majorité des coûts internes a été estimée.

* La liste des projets capitalisables est décrite dans la fiche RG-12.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet- <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) Voir la réponse donnée à la question RG-11.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-63

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-64

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) 25 767,76 \$ pour 2017-2018

b) **Ordres professionnels**
Barreau du Québec

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-66

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-67

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grands rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

